

Industrie

Le 28 juin, l'industriel britannique BAE Systems a remporté un contrat de neuf frégates anti-sous-marines contre l'Italien Ficantierrri et l'Espagnol Navantia, estimé à plus de 22 millions d'euros. L'Australie, engagée dans un vaste programme de réarmement, confie ainsi l'avenir de ses systèmes de combat maritimes à la Grande-Bretagne, et ce afin de contrecarrer l'influence chinoise grandissante dans la région Asie-Pacifique.

Conçu par l'industriel GEIM, petite entreprise de Ploemeur dans le Morbihan, ce LDI (Laser de Dissuasion et d'Interception) émet un signal lumineux très intense afin d'éblouir une menace potentielle, qu'il s'agisse d'un individu, d'un véhicule ou d'une embarcation, de jour comme de nuit. Imaginé par un ancien commando-marine des forces spéciales, ce laser correspond à un besoin connu puisqu'il est le fruit d'un RETEX. Il a récemment été livré au Ministère des Armées, ainsi qu'au Ministère de l'Intérieur des Émirats Arabes Unis.

Début mai, la Section Technique de l'Armée de Terre (STAT) a effectué deux tirs à plus de 5km de portée dans le cadre d'une campagne d'essais des nouveaux missiles MMP (missiles de combat terrestre) développés par l'industriel MBDA. L'Armée de Terre tient donc son nouveau missile tactique, qui vient remplacer le Milan, déjà utilisé en Irak durant la guerre du Golfe. MBDA prévoit ainsi la livraison de 1950 MMP d'ici à 2025.

L'entreprise franco-allemande KNDS issue de la fusion de Nexter et de KMW a présenté un char hybride au salon Eurosatory en juin dernier. Il s'agit du char EMBT (Euro Main Battle Tank) composé d'un châssis de l'Allemand Leopard 2A7 et d'une tourelle du Français Leclerc. Les premières livraisons sont attendues pour 2030.

Le premier réacteur EPR (European Pressurized Reactor) a démarré le 6 juin à Taishan en Chine par EDF avec la CGN (China General Nuclear Power). L'objectif chinois reste d'être autonome et d'assurer le fonctionnement de leur propre réacteur de troisième génération le Hualong.

À LA UNE

Ce juillet, la deuxième édition de la Revue *Grand Jeu* d'ILERI Défense sera publiée. Consacrée à l'avenir du nucléaire militaire, elle est intitulée « Le spectre de Manhattan ».

À LIRE

Le premier Tome de *Force Navale* est paru le 13 juin. « Forteresse des mers » a été scénarisée par Thierry Lamy et illustré par Luc Brahy. Cette bande dessinée met en avant le rôle du porte-avions *Charles de Gaulle* dans la lutte contre l'État Islamique.

À LIRE

La quatorzième édition des Études Marines du CESM, intitulée « Liberté ». Disponible à l'adresse suivante :

http://cesm.marine.defense.gouv.fr/images/EM/EM14/EM14_BAT1.pdf

Accords de sécurité

L'Australie a annoncé le 25 juin qu'elle négocierait un Traité de sécurité avec le Vanuatu, notamment pour contrecarrer les ambitions chinoises dans la région Pacifique.

Le Forum sino-africain sur la défense et la sécurité a commencé à Pékin le mardi 26 juin. Il durera jusqu'au 10 juillet avec pour objectif de renforcer les liens entre le continent africain et l'État chinois.

Le 30 mai, le secrétaire américain à la Défense Jim Mattis a annoncé que le commandement de la zone Pacifique des États-Unis (US PaCom) deviendrait le commandement de la zone Indo-Pacifique (US IndoPaCom) pour, selon lui, reconnaître la connectivité entre les Indes et l'Océan Pacifique.

Florence Parly, ministre de la Défense, a présenté la nouvelle version du document de référence sur la politique de défense française en Indo-Pacifique : « La France et la sécurité en Indo Pacifique » le 8 juin. Elle axe l'action de la France sur le dialogue, l'engagement, le renforcement de l'autonomie des États et la lutte contre le réchauffement climatique.

La construction du gazoduc « Force de Sibérie », aussi appelé « Route orientale », long de 3.000 km et destiné à acheminer le gaz russe vers la Chine, sera achevée d'ici la fin de l'année, a annoncé le géant russe Gazprom par communiqué le 8 juin.

Guerre économique

Le 15 juin, Donald Trump a annoncé la mise en place de tarifs douaniers à hauteur de 25% des 50 milliards de dollars d'importations chinoises, afin de compenser les vols de propriétés intellectuelles et de technologies américaines par la Chine.

Le 30 juin, Donald Trump annonce que le roi Salmane d'Arabie Saoudite est d'accord pour augmenter la production de pétrole, afin de répondre à la demande mondiale et de « palier le dysfonctionnement en Iran et au Venezuela ».

À LIRE

L'Étude de l'IRSEM N°58, « L'ergonomie et la réalité augmentée adaptées aux besoins militaires ».

Toutes les études de l'IRSEM sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.defense.gouv.fr/espanol/irsem/publications/etudes/etudes-de-l-irsem>

À LIRE

Le numéro 811 de la RDN, « L'Empire du Milieu au cœur du monde – Stratégie d'influence et affirmation de la puissance chinoise ».

À LIRE

La *Stratégie Nationale de la Cyberdéfense* est parue le 29 juin. Cet ouvrage réunit les analyses de plus de 200 personnalités du monde de la cyberdéfense.

À VOIR

La DGSE a ouvert sa chaîne YouTube au début de mois de juin. On y retrouve une première série de trois courtes vidéos, appelée « Portraits d'espions ».

Politique Internationale

Le 19 juin, Nikki Halley a annoncé le désengagement des États-Unis du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU. Depuis son arrivée en 2017, l'Ambassadrice dénonçait la partialité d'un conseil protégeant des pays violateurs de ces droits et à l'attitude pro-palestinienne. La gouverneure américaine se veut rassurante, affirmant qu'une telle décision ne saurait être synonyme d'un complet désengagement des États-Unis vis-à-vis des Droits de l'Homme.

Le 27 juin les Britanniques initiaient un vote afin de changer la mission et les compétences de l'OIAAC. De par son « expertise technique avérée », le ministre Boris Johnson a jugé l'organisation comme la plus apte à désigner les responsables d'attaques chimiques. Moscou s'indigne d'un détournement du rôle de l'agence et craint des « risques imprévisibles ».

Le 13 juin l'ONU a voté à une écrasante majorité une résolution condamnant Israël et ses exactions à Gaza. Cette résolution amorce un « mécanisme de protection internationale » qui pourra aller d'une simple mission d'observation à l'envoi d'une force de maintien de la paix ; cela sans compter sur le droit de veto des États-Unis, déjà opposés à cette résolution, ces derniers souhaitant voir la responsabilité du Hamas engagée.

Les deux Américains Jared Kushner et Jason Greenblatt ont été chargés de la rédaction d'un plan américain de Paix au Proche-Orient. Après une série de visites excluant la Palestine et la Syrie, leur plan devra être rendu, sans en référer au département d'État et en ayant pour but premier d'améliorer la condition des Palestiniens.

Après de longs débats prolongés jusqu'à tard dans la nuit du 29 juin, les pays membres de l'Union européenne sont parvenus à un accord sur les migrations. Les réfugiés et migrants secourus sur les côtes libyennes devraient être placés dans des « centres contrôlés » ou orientés vers des « plateformes de débarquement » situées en Libye, au Maroc et en Tunisie. Ces trois derniers y sont opposés. L'accord reste imprécis et basé sur le volontarisme des États, mais contente l'Italie qui ne se sent plus seule, de même que les membres de l'Est qui y voient un moyen d'échapper aux « quotas » d'accueil.

Le 12 juin Mehmet Simsek révélait que la Turquie avait retiré tout son or de la Réserve fédérale américaine. Une partie serait placée à Londres et l'autre à Bâle.

La Banque Centrale européenne a décidé d'arrêter son programme d'achat d'actifs (QE) débuté en 2015 pour contrecarrer les risques de déflation de la zone euro. La sortie devrait être progressive mais une telle décision engendrera une contraction de la masse monétaire, soit une augmentation du prix de l'euro.

Le 12 juin, les Premiers ministres A. Tsipras et Z. Zaev ont trouvé un accord sur le nom de l'ex-République yougoslave qui s'appellera désormais « République de Macédoine du nord ». La Grèce semble satisfaite, ses conditions ayant été respectées. Un référendum organisé en « Macédoine » décidera de l'issue de l'accord en automne prochain.

France

Le 25 juin, le patrouilleur polaire L'Astrolabe a été admis au service actif par le chef d'état-major de la Marine nationale. Ce bâtiment permettra d'assurer des missions de surveillance et de lutte contre la pêche illicite dans les Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF).

Le 24 juin, deux gendarmes du GIGN de l'antenne locale de Mayotte ont été grièvement blessés lors d'une opération d'interpellation visant un individu suspecté de violences contre des touristes et visé par un mandat de recherche

Le 31 mai, la ministre des armées Florence Parly a déclaré que la course au réarmement était de nouveau enclenchée dans un contexte de durcissement des conflits.

Le Général d'armée aérienne André Lanata, actuel chef d'état-major de l'armée de l'air (CEMAA) est amené à rejoindre prochainement l'OTAN en tant que Commandant Suprême de l'OTAN chargé de la transformation (SACT). Il succèdera au général d'armée aérienne Denis Mercier.

Dialogue interétatique

Le président russe Vladimir Poutine a annoncé le 10 juin qu'il était prêt à rencontrer son homologue américain "dès que" Donald Trump sera disposé à un sommet.

Les chefs d'État russe, iranien et chinois se sont réunis samedi 9 juin en Chine, au moment où le G7 s'achevait au Canada, marqué par de profonds désaccords entre Washington et ses alliés.

Vladimir Poutine et Donald Trump se rencontreront le 16 juillet à Helsinki pour leur premier sommet bilatéral, visant à améliorer des relations très dégradées entre Moscou et Washington, a annoncé le Kremlin le 28 juin.

Le Premier ministre japonais a confirmé que le gouvernement nippon avait contacté la Corée du Nord afin de préparer une rencontre avec Kim Jong Un. Le Premier ministre japonais Shinzo Abe a appelé samedi le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un à surmonter ensemble leur méfiance mutuelle et a confirmé que des efforts étaient en cours en vue d'un sommet.

Innovations et forces armées

Avec une insécurité informatique grandissante, l'armée russe a décidé d'établir son propre système d'échange de données indépendant d'Internet. Surnommé « l'icloud de l'armée russe », ce système sera pleinement opérationnel à partir de 2020.

Le Président des États-Unis, Donald Trump, a annoncé qu'une sixième branche des forces armées américaines sera créée. Il s'agit de la création d'une force spatiale. Le Président américain considère que la présence américaine dans l'espace est insuffisante, alors que, selon lui, les États-Unis se doivent de dominer l'espace. La création de cette nouvelle branche serait la première réorganisation importante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

La Marine Nationale a annoncé qu'elle prévoyait l'arrêt de l'utilisation des avisos du type A69 pour 2027. Ces avisos ont été mis en service dans les années 1980. Ils avaient déjà connu un retrait du champ de mission possible en 2009 où ils étaient reclassés patrouilleurs de haute mer.

Exercices militaires

Le 17 juin, Washington a décidé de mettre fin aux manœuvres militaires conjointes réalisées avec la Corée du Sud du fait de l'engagement de Pyongyang à arrêter tout type d'activités nucléaires. Cette décision inattendue a été prise après la rencontre entre Donald Trump et Kim Jong Un à Singapour pour négocier la dénucléarisation du pays.

Le 7 juin, Taïwan a simulé une « invasion » chinoise dans sa capitale alors que les relations entre Taipei et Pékin sont plus que tendues. Ces exercices ont impliqué 4100 militaires taïwanais et font suite aux exercices militaires réalisés par la Chine continentale en avril dans le détroit de Taiwan.

Nominations et démissions

Le 29 juin, l'Américain Ken Isaacs a été remplacé par Antonio Vitorino afin de présider l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM).

Abdelghani Hamel, directeur général de la sûreté algérienne (chef de la police) et potentiel successeur à la présidence, a été limogé le 27 juin par le Président Bouteflika pour être remplacé par le Colonel Mustapha El-Habiri.

Après le vote d'une motion de censure à son égard, Mariano Rajoy, président du gouvernement espagnol a été remplacé par Pedro Sanchez le 1^{er} juin.

Polémique au G7

Le 8 juin, le G7 a ouvert à Malbaie au Canada. À la table des négociations, les questions portant sur le nucléaire iranien, la lutte contre l'État Islamique et le réchauffement climatique ont été abordées. Mais deux sujets ont davantage marqué la réunion : la guerre commerciale menée par Donald Trump ainsi que l'absence de la Russie depuis son annexion de la Crimée en 2014. Donald Trump a défendu l'idée selon laquelle la Russie ne pouvait être exclue du traitement des grands dossiers internationaux. Les dirigeants européens étaient néanmoins opposés au rétablissement du G8. Le président français précisait : « on élargira le G7 si et seulement si les accords de Minsk sur l'Ukraine sont respectés ».

Donald Trump s'est entretenu avec Emmanuel Macron et Justin Trudeau au sujet des accusations réciproques de protectionnisme. Après que les présidents américains et français ont marqué leur contentement des accords négociés lors du G7, la déclaration de Justin Trudeau lors de sa conférence de presse a révolté Donald Trump. Dénonçant des taxes douanières « insultantes » établies par les États-Unis, le premier ministre canadien a involontairement provoqué le retrait de Donald Trump des accords conclus lors du G7.

*« Celui qui sait se suffire
est à l'abri du déshonneur. »*

Lao Tseu, Tao Te King, Livre 2 : Chapitre 44.

Retrouvez-nous :



Ileri Défense



facebook.com/ileri.def



ileri.defense@gmail.com



@ileri_dfense